

AU DELÀ DU SIMPLE SOUTIEN FINANCIER, LA MICROFINANCE REDONNE AUX PAUVRES SÉRÉNITÉ, ESPOIR ET DIGNITÉ

SOMMAIRE

ACTUALITE

Page 1 : Cérémonie de passation de service entre élus

Page 1 : Première session du conseil d'administration

Page 1 : Visite du MCA à ALAFIA

Page 1 : Cérémonie de signature de contrats entre MCA et IMF

Page 1 : Validation du rapport de l'étude sur la tarification et coût des services des IMF

Page 2 : Validation de l'audit organisationnel de UNACREP et MC

Page 2 : Séminaire International de Microfinance de COTONOU

Page 2 : Atelier de formation des points focaux du MCA-BENIN

Page 2 : Planning de formation 2008 du Consortium ALAFIA

Page 2 : Redimensionnement des services de la CEI suite à la fin du PADSP

Page 2 Séminaire international sur le financement des MPME

DOSSIER

Page 3 : Plan de travail 2008 du Consortium ALAFIA

07 janvier 2008

CEREMONIE DE PASSATION DE SERVICE ENTRE ELUS

Le nouveau président du conseil d'administration a pris officiellement fonction le lundi 07 janvier 2008. En effet, élu lors de l'assemblée générale du 18 décembre 2007, Prosper Soglo a reçu le témoin des mains de son prédécesseur Mouhamadou Arikama. Selon le nouveau président du conseil d'administration, son mandat sera essentiellement consacré à rassembler autour des problèmes du secteur de la microfinance au Bénin, toutes les valeurs et énergies. Il a promis de conduire avec abnégation, transparence, clairvoyance et dans la

concorde, la mission qui lui échoie. Pour cela, il a demandé le soutien de tous les membres, des partenaires techniques et financiers ainsi que du ministère de la microfinance.

09 janvier 2008

PREMIERE SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Réunie en session ordinaire, le conseil d'administration a tenu sa première session de l'année le mercredi 09 janvier 2008 au à la direction du Consortium ALAFIA. Cette session a été consacrée à l'examen et à l'adoption du plan de travail et budget 2008 de l'Association. Le cadre juridique, institutionnel et administratif des IMF ne sécurise, ni ne favorise leur développement; le niveau de professionnalisation des IMF reste fragile; la problématique de la bonne gouvernance dans les IMF se pose avec acuité à travers les nombreux plans de redressement; la cavalerie des clients doit être combattue et maîtrisée; le rôle de l'Etat et des partenaires au développement dans le secteur mérite d'être recentré; le minimum autour duquel les acteurs se sont entendus à travers la politique de développement de la microfinance doit être vulgarisé et mis en œuvre convenablement; l'autonomie financière de l'Association doit être renforcée,... Tels sont les défis que l'Association veut relever au cours de l'année 2008 avec un budget général annuel de Deux cent trente et un millions six cent trente et huit mille cinquante et un (231 638 051) francs CFA.

23 janvier 2008

VISITE DU MCA AU CONSORTIUM ALAFIA

Le programme du MCA pour le Bénin est l'un des partenaires importants du secteur de la microfinance au Bénin. Une délégation conduite par le Directeur du Projet Accès aux Services Financiers, M. Mathieu Soglonou, a rendu visite le mercredi 23 janvier 2008 à l'Association à son siège. Les échanges ont porté sur les programmes d'activités du Consortium ALAFIA, ses anciens et futurs partenaires, le volume des affaires traitées, le nombre d'ateliers de formations et de plaidoyers organisés, le pool de formateurs, les moyens dont dispose l'Association, le niveau des concours extérieurs obtenus, etc. Pour le MCA, le Consortium ALAFIA pourrait être un prestataire de

services. Certains besoins des IMF pourraient être satisfaits par le biais de la Facilité. Les financements de MCA-BENIN serviront à appuyer, sur la base de demande, à travers un mécanisme efficace de cofinancement ensemble avec les bénéficiaires l'assistance technique et les activités de renforcement des capacités au profit à la fois des institutions financières et des MPME.

24 janvier 2008

CEREMONIE DE SIGNATURE DE CONTRATS ENTRE MCA ET IMF

La cérémonie de signature de protocole a consacré l'accessibilité de quatre IMF au Fonds d'Appui à l'Audit Régulier (FAAR) des IMF au siège du MCA en présence du Directeur de Cabinet du Ministère de la Microfinance. C'est en octobre 2007 que l'appel à candidature pour la 2^e génération avait été lancé. Au terme du processus, onze IMF ont été retenues. Il s'agit de FECECAM, six URCLCAM, MDB, CMMB, CERIDAA et AssEF. Mais selon le Coordonnateur National du MCA-Bénin, une mesure du ministère de la microfinance contre les caisses régionales locales de crédit agricole a amené à revoir à la baisse le nombre d'IMF sélectionnées. C'est ainsi que seulement les quatre dernières IMF ont signé le protocole d'accord pour le FAAR dont l'objectif est d'assurer la transparence financière et la bonne gestion des IMF, et de mobiliser les ressources financières auprès des banques et des investisseurs privés.

29 janvier 2008

VALIDATION DU RAPPORT DE L'ETUDE SUR LA TARIFICATION ET COUT DES SERVICES DES IMF

Il existe des facteurs constituant un frein à l'expansion des services financiers adaptés aux besoins des micros, petites et moyennes entreprises (MPME). Ces facteurs renchérissent le coût du crédit pour l'emprunteur et limitent la prise de risque pour une offre de services financiers plus adaptés aux besoins des MPME. L'objectif de cette étude sur la tarification a été de fournir suffisamment d'information sur la tarification et les coûts des services financiers par les IMF au Bénin. Des conclusions provisoires de l'étude, il faut retenir que des différences existent entre le taux effectif affiché par les IMF et ceux supportés par les



clients. L'écart peut aller jusqu'à 25% pour les crédits de CT mais elle est marginale pour les crédits de MT. L'étude a également permis de comprendre que la stratégie de fixation de prix la plus courante au niveau du secteur est basée sur la concurrence. Cette pratique est susceptible de couvrir les inefficacités et empêche les institutions de déterminer les centres de coûts et de les adresser et par suite de les réduire. En ce qui concerne les coûts, ils varient de 0,2 à près de 0,5 par franc de crédit mis en place selon les institutions. La rentabilité que les IMF tirent des produits de crédit proposés aux MPME est variable mais est sensiblement la même aussi bien pour les IMF urbaines que rurales. Les facteurs les plus déterminants dans le coût des produits de microfinance sont les charges du personnel, le rendement du produit de crédit et le portefeuille à risque.

30 janvier 2008 VALIDATION DE L'AUDIT ORGANISATIONNEL DE UNACREP ET MC

Dans le cadre du redressement de l'UNACREP et de la Mutualité Chrétienne, le ministère de la microfinance a commandité un audit organisationnel sur financement du MCA pour chaque IMF. Les rapports ont été validés le 30 janvier 2008 au ministère de la microfinance. De manière générale, l'audit a consisté à juger de manière professionnelle comment les objectifs sont fixés et atteints par les IMF, ainsi qu'à identifier les risques qui pèsent sur la capacité stratégique de chaque organisation ou sur l'une de leurs entités quant à la définition des objectifs pertinents, à leur atteinte et à l'appréciation de leur opportunité. Suite à l'audit organisationnel, les consultants ont relevé trois types de dysfonctionnement communs aux institutions et validés par les parties prenantes. Il s'agit des dysfonctionnements liés à la gouvernance, à la gestion du crédit et à la gestion financière. Les consultants ont relevé cependant que chaque IMF dispose d'atouts réels qui, exploités efficacement, peuvent contribuer à développer et à sécuriser la pérennité organisationnelle de chacune. Un plan de redressement a été proposé à chaque IMF pour corriger les dysfonctionnements.

22-24/01/08 SEMINAIRE INTERNATIONAL DE MICROFINANCE DE COTONOU

Du 22 au 24 janvier 2008, s'est tenu à Cotonou au Bénin un Séminaire International de Microfinance et qui a porté sur le thème « Microfinance et Développement Socio-économique de l'Afrique. C'est un séminaire co-organisé par l'ISPEC, le Consortium

ALAFIA et CARE INTERNATIONAL qui a regroupé une quarantaine de participants venant du Bénin de plusieurs pays africains comme le Burkina Faso, le Niger, le Cameroun, le Madagascar. Placé sur le haut patronage du Ministère Chargé de la Microfinance du Bénin ce séminaire a été animé par des communicateurs bien et a permis de parler de la Microfinance et sa contribution au développement social et économique du continent africain à travers des thèmes enrichissants. Les participants à ce séminaire ont salué l'initiative et ont souhaité sa réédition les années à venir.

28-30/01/08 ATELIER DE FORMATION DES POINTS FOCaux DU MCA-BENIN

Dans le cadre de l'exécution de son plan de suivi-évaluation, le MCA-BENIN, a organisé un atelier de formation sur les concepts de suivi-évaluation au profit de ses points focaux dans les agences d'exécution impliquées dans la mise en œuvre des activités du MCA-BENIN.

Cet atelier a pour but d'harmoniser les connaissances des différents concepts de suivi-évaluation au niveau de tous les points focaux afin de s'assurer leur participation efficace et dynamique à toutes les activités de suivi-évaluation. Cet atelier a été dirigé par le Directeur de suivi-évaluation et a eu pour cadre l'Hôtel GUEDEVY 1 d'Abomey.

PLANNING DE FORMATION 2008 DU CONSORTIUM ALAFIA

Depuis le début du mois de janvier 2008, le planning annuel de formation du Consortium ALAFIA est disponible et est en cours de diffusion. Il est en phase avec les besoins actuels des praticiens de la Microfinance. Il propose douze (12) thèmes de formation qui vise à un renforcement des systèmes de contrôle, la maîtrise de la fraude, la maîtrise des impayés et des techniques de recouvrement. Il fait également une place de choix à la qualité de l'information financière dans les IMF avec quatre (04) ateliers de formation sur le nouveau référentiel comptable des IMF. Une attention spéciale a été faite aux informaticiens des IMF avec un module sur l'administration de réseaux informatiques. Lorsque qu'on parcourt ce planning de formation, il est facile de constater que les frais d'inscription ont augmenté. C'est dans le but de prendre en compte toutes les doléances des participants aux ateliers de formation de l'année dernière. Ainsi, pour le compte de cette année les ateliers se dérouleront du matin avec une pause-déjeuner à midi. L'hébergement peut être pris en charge si le participant le désire. C'est donc pour améliorer la qualité des formations aussi au niveau des

contenus, de la qualité des animations que de la logistique que cette hausse de frais d'inscription est faite. Il est à souhaiter que les praticiens de la Microfinance y participent massivement afin d'en assurer la réussite.

REDIMENSIONNEMENT DES SERVICES DE LA CEI SUITE A LA FIN DU PADSP

Le voile est tombé enfin définitivement depuis le 31 décembre 2007 sur la CEI (Centrale d'Echange d'Informations) en ce qui concerne l'appui financier dont elle bénéficie de la Banque Mondiale à travers le Projet d'Appui au Développement du Secteur Privé (PADSP). Le projet PADSP dont la fin a été initialement prévue pour la fin de l'année 2004 a été prorogée deux fois de suite ; une première fois sur une (01) année et une seconde fois sur deux (02) années. Cette fin du projet n'est pas sans incidence sur le fonctionnement de cet outil de réduction du risque systémique lié à l'activité de micro crédit des Systèmes de Financement Décentralisé (SFD). En effet, au lendemain de la fin du PADSP, la CEI a été contrainte à fonctionner en offrant un service minimum via l'Internet exclusivement pénalisant ainsi les IMF ne disposant pas d'équipements adéquats pour la consommation des services. Les centres de relais ont connu une fermeture provisoire et une grande partie du personnel recruté sur le programme est mis en chômage économique. La cause principale est la non couverture des charges de fonctionnement de l'outil par les recettes constituées essentiellement des redevances liées aux services de la CEI. Il faut noter que tout au long de l'appui du PADSP les IMF ont bénéficié des services à un prix subventionné. Ceci pose la problématique de la pérennité de l'outil. Le sort de la CEI préoccupe actuellement les parties prenantes au point au très prochainement un atelier de réflexion sur les modes de fonctionnement se tiendra au siège du Consortium ALAFIA.

21-25/01/08 SEMINAIRE INTERNATIONAL SUR LE FINANCEMENT DES MPME

La semaine du lundi 21 janvier au vendredi 25 janvier 2008 a été consacrée à la tenue d'un atelier international sur le thème « La promotion et le Financement des Micro Entreprises au Bénin » au Sun Beach Hôtel à Fidjrossé. Cet atelier a été organisé par la Banque Islamique de Développement à travers l'Institut Islamique de Recherche et de Formation. Beaucoup de pays de la sous région et de l'Afrique ont été représentés : le Bénin, le Burkina Faso, la Tunisie, la Côte d'Ivoire, le



Sénégal et le Maroc. La cérémonie d'ouverture de ce séminaire a été ponctuée par les discours du :

- Représentant du Ministre de la Micro Finance, de l'Emploi des Jeunes et des Femmes et des Petites et Moyennes Entreprises ;
- Représentant de la Banque Islamique de Développement et du ;
- Représentant du Ministre d'Etat, Chargé de la Prospective, du Développement et de l'Evaluation de l'Action Publique.

Après les diverses allocutions, de nombreuses communications ont été faites par des experts rompus en la

matière. Les thèmes identifiés sont aussi riches les uns que les autres. C'est ainsi que le thème développé par le Dr Magloire LANHA « Aspects réglementaires de la micro finance dans l'UEMOA » a permis de connaître les diverses lois et de savoir que la loi PARMEC, pendant une quinzaine d'années, est restée l'unique référence juridique traitant des IMF et qu'il faille réviser la réglementation pour permettre la mise en place d'un véritable droit et cadre réglementaire de la micro finance. Le thème « Aspects économiques et techniques de l'organe financier » quant à lui a été présenté d'une part par M. René AZOCLI, Directeur du PADME et d'autre part par Mme. Fayol DIOUM TALL, Expert en micro finance. Tandis que l'un a exposé les typologies d'IMF

et de leurs services offerts, la gestion des crédits, les facteurs de succès et les difficultés liées à la gestion du crédit, l'autre s'est appesantie sur l'importance de la micro entreprise dans l'économie de la zone UMOA et l'impact de l'Organe de Financement sur le Développement de la Micro entreprise. L'atelier a été également l'occasion pour certains pays de partager leurs expériences sur les activités en matière de micro finance : la Tunisie, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Maroc et le Bénin. La fin de l'atelier a été marquée par la cérémonie de clôture à travers la présentation de la synthèse des travaux, les mots de fin et la remise de certificat aux participants de l'atelier.

Dossier : Plan de travail 2008 du Consortium ALAFIA

Le Consortium ALAFIA, acteur du secteur de la microfinance au Bénin, est appelé à jouer les rôles qui sont les siens pour le développement et la professionnalisation du secteur de la microfinance au Bénin. Pour cette année 2008, il a identifié un certain nombre de défis qu'il se propose de relever. En effet, le cadre juridique, institutionnel et administratif des IMF ne sécurise, ni ne favorise leur développement. Le niveau de professionnalisation des IMF reste fragile. La problématique de la bonne gouvernance dans les IMF se pose avec acuité à travers les nombreux plans de redressement. La cavalerie des clients doit être combattue et maîtrisée. Le rôle des l'Etat et des partenaires au développement dans le secteur mérite d'être recentré. La politique de développement de la microfinance doit être vulgarisée et mise en œuvre convenablement. L'autonomie financière de l'Association doit être renforcée, etc. Pour relever ces défis, le Consortium ALAFIA s'est donc doté d'un plan de travail et d'un budget ambitieux pour l'année 2008, structuré autour de cinq (05) programmes. L'exécution correcte des programmes permettra de renforcer la viabilité de l'Association pour des réponses durables aux besoins prioritaires des IMF et autres acteurs du secteur.

Le premier programme du plan de travail est celui de formation. Il vise à renforcer l'offre de services de formation adaptés aux besoins de professionnalisation des IMF. Il s'agira de former les dirigeants et personnel des IMF, d'organiser un atelier régional de formation, de développer le programme de formation diplômante en microfinance, de renforcer l'appropriation du référentiel de métiers et de compétences en microfinance, et, de renouveler les équipements de formation. Des ateliers d'échange d'expériences seront organisés sur des problématiques du secteur, à savoir sur les relations banques – IMF, la mise sous administration provisoire des IMF.

Le deuxième programme du plan de travail est celui de communication et de marketing. Il vise à donner plus de visibilité aux actions du Consortium ALAFIA et à améliorer l'image du secteur de la microfinance. Il s'agira d'améliorer l'image de marque du secteur par des actions de communication et de plaidoyer, d'assurer une publication de qualité des réalisations de l'Association, de renforcer la visibilité des acteurs notamment celle des membres, d'assurer une couverture médiatique de toutes les manifestations du Consortium ALAFIA. La question de protection des droits de la clientèle des IMF connaîtra de réponse par l'élaboration et la vulgarisation du code de conduite et de protection de la clientèle des IMF.

Le troisième programme est celui de l'assistance technique qui vise à rendre visible la performance des IMF et à renforcer leur capacité à saisir les opportunités d'appui technique et financier pour leur croissance et leur développement. Il s'agira de rendre visibles les performances financière et sociales des IMF, d'appuyer les IMF à bénéficier des fonds d'assistance et à se formaliser, de renforcer les capacités des IMF en matière de gouvernance, de SIG et de contrôle interne, de promouvoir l'outil de suivi des indicateurs de performance ALAFIA PERFORM auprès des associations professionnelles et des partenaires du secteur.

Le quatrième et avant dernier programme est celui de la centrale d'échange d'information. Au cours de cette année, Consortium ALAFIA s'activera à mieux décentraliser les services de la CEI en les améliorant et en les rendant viables pour une meilleure gestion du risque crédit des IMF. De manière spécifique, il s'agira de sécuriser les services de la centrale, d'améliorer la base de données, de promouvoir l'autosuffisance opérationnelle et financière, de renforcer le plaidoyer pour une large adhésion et utilisation des services de la centrale, et de renforcer les capacités des IMF à participer aux services de la centrale.

Le cinquième et dernier programme est celui de développement institutionnel pour la poursuite des actions de viabilisation de l'Association et d'amélioration de la motivation du personnel pour la fourniture des services durables aux IMF. Il s'agira de mettre en œuvre les décisions relatives à la viabilité de l'Association, d'actualiser le plan d'affaires de l'Association, de renforcer la stabilité des ressources humaines de la direction exécutive, de mettre en place un tableau de bord pour le suivi des réalisations, et d'assurer le bon fonctionnement des organes de l'Association.

Le budget général pour mettre en œuvre le plan de travail, s'équilibre en ressources et en emplois à la somme totale de 231 638 051 francs CFA, soit une hausse de 17,92% par rapport au budget de l'année dernière, toutes rubriques d'emplois confondues. Le coût des activités y compris les activités de la centrale s'élève à 153 570 000 francs CFA, soit 66,30% du budget général (contre 57,69% en 2007). Le budget des investissements s'élève à 1 850 000 francs CFA, soit 0,80% du budget général (contre 1,19% en 2007). Quant aux frais généraux indispensables à la coordination et au suivi de l'exécution du plan, ils sont estimés à 76 218 051 francs CFA et représentant 32,90% du budget général (contre 37,84% en 2006).



S'agissant des ressources de financement du plan de travail, elles proviendront des efforts internes et des appuis financiers qu'apportent les partenaires au Consortium ALAFIA. Les ressources internes sont constituées des revenus de prestations, des cotisations et droits d'adhésion des membres. Quant aux ressources externes, elles sont constituées d'apports financiers attendus des partenaires sous forme de subventions et autres appuis généraux.

Les prévisions de ressources internes s'élèvent à 156 150 000 francs CFA, soit 67,41% (contre 52,69% en 2007) du budget général dont un apport de souveraineté des membres (droits d'adhésion et cotisations statutaires) se chiffrant à 23 650 000 francs CFA, soit 10,21% des ressources totales (contre 10,33% en 2007) et des revenus générés de 132 500 000 francs CFA, soit 57,20% des ressources totales (contre 42,35% en 2007). L'essentiel des revenus générés espéré proviendront de la formation et de la centrale.

Quant aux prévisions de ressources externes, elles s'élèvent à 75 488 051 francs CFA et représentent 32,59% du budget général (contre 47,31% en 2007). Le ratio d'autonomie opérationnelle, c'est-à-dire les ressources internes espérées rapportées aux charges de fonctionnement courant, est estimé à 204,87% contre une réalisation estimée de 136,71% sur 2007. Au niveau des ressources externes, il subsiste un GAP de 24 173 172 francs CFA à mobiliser pour boucler le financement du plan de travail.

PLANNING INDICATIF DE FORMATION IMF 2008

N°	THEMES	PERIODE	LIEUX (*)	FRAIS DE PARTICIPATION (F CFA)	
				Hébergement et Restauration Complète	Sans Hébergement et sans Dîner
01	Mesure et Contrôle des Impayés. Calcul et Fixation du Taux d'Intérêt	11-14/03	Abomey-Calavi	250 000	190 000
02	Gestion de la Trésorerie dans les IMF	09-11/04	Abomey-Calavi	175 000	130 000
03	Techniques d'Elaboration des Etats Financiers	21-25/04	Parakou	300 000	225 000
04	Les Techniques de Recouvrement dans les IMF	07-09/05	Bohicon	175 000	130 000
05	Les Métiers de Caissier et de Guichetier dans les IMF	21-23/05	Bohicon	175 000	130 000
06	Administration et maintenance d'un environnement Windows server 2003	02-06/06	Cotonou	300 000	225 000
07	Nouveau Référentiel Comptable des IMF	07-19/07	Lokossa	400 000	300 000
		15-26/09	Cotonou		
		13-24/10	Porto-Novo		
		03-14/11	Parakou		
08	Gestion des Risques Opérationnels	28-31/07	Parakou	250 000	190 000
09	Gouvernance dans les IMF	11-15/08	Abomey-Calavi	300 000	225 000
10	Elaboration du Budget dans les IMF	27-29/08	Parakou	175 000	130 000
11	Développement de Nouveaux Produits : Calcul des coûts et Tarifications	08-12/09	Parakou	300 000	225 000
12	Initiation des Elus à l'Analyse Financière	01-03/10	Bohicon	175 000	130 000

*** Les lieux indiqués sont susceptibles de modification**

NB : Tous les cours sont animés Matin et Après-midi, soit 07 heures de cours par jour.

